



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

L'école burkinabè, un condensé des défis de l'éducation en Afrique

Burkina Faso

Janvier 2018 – Note Pays 28

- Pays sahélien aux conditions de vie relativement modestes, le Burkina Faso attache une importance capitale à l'éducation de sa jeunesse. Malgré un contexte fragile, le pays consacre au secteur près du tiers des dépenses courantes de l'État et a réussi, au cours des 15 dernières années, à améliorer la couverture scolaire à tous les niveaux d'enseignement. Pour autant, la situation de l'école reste marquée par une série de défis très caractéristiques des systèmes éducatifs africains. Avec seuls 60 % des enfants qui achèvent le niveau d'enseignement primaire, le Burkina Faso fait partie

des pays les plus éloignés de l'école universelle sur le continent. Le manque de moyen financier des ménages, notamment pour faire face aux coûts indirects de l'école, ainsi que l'échec scolaire sont les principales causes de non scolarisation et d'abandons précoces. La qualité des apprentissages est une autre préoccupation majeure. Au Burkina Faso, 40 % des élèves en fin de primaire n'ont pas acquis les connaissances qui devraient être les leurs. Ce déficit de qualité, particulièrement marquée en zones rurales, indique d'importantes défaillances dans le pilotage du système.

Enfin, il apparaît une certaine déconnexion entre la prédominance de formations généralistes et les besoins en formations qualifiantes. Une orientation plus adaptée des flux vers les filières porteuses de l'économie devrait être envisagée. À l'instar de nombreux pays africains, les trois grands piliers de la scolarisation universelle, de la qualité et de l'employabilité sont les principaux défis auxquels le Burkina Faso doit se confronter pour améliorer l'équité et l'efficacité de son système éducatif. •

Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest à la lisière du Sahara. Le pays compte environ 16 millions d'habitants, dont la moitié à moins de 15 ans, vivants en majorité en milieu rural, dans des conditions de vie relativement modestes. Et bien que certains indicateurs sanitaires et sociaux soient en amélioration, notamment en termes de malnutrition ou de prévalence du VIH/Sida, le pays figure parmi les cinq pays les moins développés au monde dans le classement IDH 2016 du Programme des Nations unies pour le développement.

Malgré ce contexte de vulnérabilité, l'éducation est une priorité des autorités burkinabè. Poussées par des conditions macroéconomiques favorables, les dépenses publiques en faveur de l'éducation ont été multipliées par près de 3 entre 2004 et 2013, soit une augmentation en valeur réelle de plus de 10 % par an ! Le secteur concentre aujourd'hui près du tiers des dépenses courantes de l'État, équivalent à 5 % du PIB.

Comme dans la majorité des pays africains, les efforts budgétaires en faveur de l'éducation ont permis une élévation des niveaux des scolarisations, et cela malgré un contexte de forte croissance démographique. Au Burkina Faso, au cours des 15 dernières années, le taux brut de scolarisation a doublé dans le primaire pour

atteindre plus de 80 % et a environ triplé dans le post-primaire (équivalent au 1^{er} cycle du secondaire) pour atteindre 40 %.

Atteindre une scolarisation universelle de 9 années

Malgré la hausse des scolarisations, un grand nombre d'enfants restent à ce jour en dehors de l'école. Alors que la communauté internationale a fixé comme objectif l'accomplissement d'un continuum d'éducation de base de 9 années pour tous les enfants d'ici 2030, en moyenne, sur le continent africain, un tiers des enfants n'achèvent pas un cycle de 6 années d'études primaires. Le Burkina Faso ne déroge pas à cette situation, il est, avec un taux d'achèvement au primaire de 60 % et de 25 % au post-primaire, l'un des pays les plus éloignés de la scolarisation primaire universelle avec le Niger et le Mali. Le défi d'une éducation de base de 9 années, considérée comme standard minimum pour atteindre une alphabétisation durable, est donc toujours d'une actualité première au Burkina Faso.

Le coût de l'école est un frein important aux scolarisations. Parmi les enfants hors de l'école, nombreux sont issus de ménages pauvres venants de milieux ruraux. En réalité, si la majorité des pays africains a aboli les frais de scolarisation, l'effectivité de cette

gratuité n'est pas totale. Les frais servant notamment à couvrir les petites dépenses de fonctionnement comme les craies ou les cahiers de texte n'ont pas été compensés par les États. Pour combler ce déficit, des cotisations parallèles ont été mises en place aux seins de nombreuses écoles. Et bien que ces cotisations soient faibles et en théorie non obligatoires, elles constituent encore un frein pour les plus pauvres. Au Burkina Faso, le manque de moyen financiers est évoqué par plus de 50 % des parents qui ne scolarisent pas leur enfant. L'école est aussi vue comme un coût d'opportunité pour de nombreux ménages, en témoignent les 20 % de familles considérant que l'éducation n'est pas nécessaire. Au final, un enfant issu d'un ménage pauvre a 6 fois moins de chance d'achever le primaire qu'un enfant issu d'un ménage aisé.

Avec le manque de moyen financier, l'échec scolaire et les redoublements, sont les principales causes d'abandon en cours de scolarité. Cette situation appelle des activités ciblées de soutien pédagogique, d'autant que selon les estimations disponibles, la fréquence des redoublements conduirait à un gaspillage du tiers des ressources budgétaires dans le post-primaire et le secondaire.

Améliorer la qualité de l'éducation

En plus des défis en matière de scolarisation, la qualité est devenue ces dernières années un axe majeur des Objectifs de développement durable. Car si des progrès ont été observés dans les niveaux de couverture scolaire, la moitié des nouvelles scolarisations s'est faite sans réelle acquisition de connaissances. Dans plus de la moitié des pays d'Afrique francophone, 50 % des élèves en fin de primaire n'ont pas les compétences qui devraient être les leurs. C'est également le cas au Burkina Faso, où 40 % des élèves arrivent en fin du primaire sans les compétences requises en langue et en mathématiques. Par ailleurs, après six années de scolarités effectuées dans leur jeunesse, un peu plus de la moitié des adultes burkinabè ne sait pas lire.

Au-delà des défaillances dans les moyens accordés à certains établissements scolaires, des problèmes de gouvernance du système viendraient principalement expliquer la faible qualité de l'éducation. Lorsque sont constatés des problèmes d'acquisition dans un établissement, comme un taux anormalement élevé d'échec à un examen, peu d'initiatives, que cela soit au niveau de l'école ou du rectorat, sont prises pour contrebalancer cette situation. Il n'existe pas toujours une véritable culture de la redevabilité et certains systèmes éducatifs africains donnent parfois l'impression d'évoluer en l'absence de pilotage opérationnel.

Ces difficultés en termes de scolarisation et de qualité s'amplifient selon les contraintes géographiques. Au Burkina Faso, c'est en particulier le cas dans les zones

sahéliennes peu développées et pauvres en infrastructures sociales.

Pour les décideurs politiques, un levier d'action existe en ciblant ces zones rurales, car en s'attaquant aux inégalités géographiques, il est possible de traiter dans le même mouvement les inégalités sociales qui y sont liées.

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

Un autre élément caractéristique des systèmes éducatifs africains est la prédominance de l'enseignement supérieur comparativement à l'enseignement technique et professionnel. Au Burkina Faso, en pourcentage des dépenses courantes d'éducation, le supérieur absorbe 18 % des dépenses contre 4 % pour la formation professionnelle. Et parmi les étudiants du supérieur, plus de 60 % sont dans des filières générales (lettres, sciences sociales et humaines) contre 9 % dans les filières plus porteuses de l'économie comme l'ingénierie industrielle ou la production de services.

Avec seuls 6 % des apprenants du post-primaire et du secondaire dans des filières professionnelles, le niveau de scolarisation en formation professionnelle au Burkina Faso est largement en deçà de la moyenne observée en Afrique subsaharienne, où le taux est de 9 % environ. Mener à bien la bataille pour l'emploi de la jeunesse devra passer par une meilleure implication du secteur privé dans la conception et la mise en œuvre d'une politique de formations qualifiantes plus porteuses sur le marché du travail. Une politique d'orientation des flux au sein du système d'éducation et de formation devrait aussi être assumée de façon explicite. Et un dispositif performant de suivi de l'insertion professionnelle des formés gagnerait à être mis en place.

À l'instar de la plupart des pays du continent africain, le système éducatif burkinabè ne répond que partiellement à sa double mission : donner à chaque enfant un savoir de base pour s'émanciper comme citoyen et des compétences pour développer son potentiel dans la vie active. Cela étant, il faut se garder de tout pessimisme. Si les défis à relever restent nombreux, beaucoup d'éléments positifs ont aussi été observés depuis le début des années 2000, comme les efforts budgétaires en faveur de l'éducation et la hausse sans précédent de la couverture scolaire à tous les niveaux d'éducation. Des résultats réels sont observés et c'est sur cette voie d'un progrès soutenable que se trouvent les meilleures garanties de réussite pour l'avenir.

Cette note présente une sélection des principaux messages du **Rapport d'état du système éducatif national du Burkina Faso**, Pour une politique nouvelle dans le cadre de la réforme du continuum d'éducation de base. Ce rapport publié en 2017 et coordonné par une équipe nationale de la république du Burkina Faso, a bénéficié d'un appui de l'UNICEF et du Pôle de Dakar de l'IIPE-UNESCO.
Rédaction de la note : Jonathan Jourde